

DEBAT PUBLIC ITER - Réunion à Sainte-Tulle du 2 février 2005

Intervention de Jean-Claude Cauvin

Ingénieur retraité du CEA, militant communiste du 04

29 les Mûriers – 04100 Manosque

od.guigon@wanadoo.fr

(Texte écrit a posteriori sur la base d'une intervention faite en séance)

Je fais partie de ceux qui se sont réjoui lorsqu'ils ont appris qu'ITER se faisait et qu'il se faisait à Cadarache. Sans développer ce point, je souhaite pointer rapidement les enjeux essentiels qui sont au cœur d'une telle réalisation :

- **Dans le domaine de l'énergie**, il faut être clair sur le fait qu'ITER ne résoudra pas les problèmes auxquels nous sommes dès à présent confrontés que sont l'épuisement des ressources fossiles et les risques de déréglementation climatique. Nous ne devons pas sacrifier l'immédiat au nom du long terme. Pour autant il est de la responsabilité des chercheurs et des scientifiques d'ouvrir des perspectives nouvelles permettant aux politiques de décider à tout moment en élargissant le choix des possibles. Les potentialités de la fusion thermonucléaire sont telles que nous devons les explorer sans attendre.
- **La recherche a besoin de projets fédérateurs**. ITER est un exemple de ces types de projets. Il aura des retombées scientifiques, techniques et industrielles difficiles à estimer. Il ouvrira des champs nouveaux de la connaissance.
- **La recherche a besoin de coopération internationale**. La maîtrise de la fusion thermonucléaire est, de ce point de vue, une aventure planétaire unique qui est née en pleine guerre froide et qui est appelée à se poursuivre et à s'élargir. Je rêve que les connaissances sur la fusion thermonucléaire contrôlée fassent partie demain du patrimoine de l'humanité.
- **Certains évoquent à cette occasion un budget pharaonique**. Il faut ramener à son juste niveau cet investissement qui est supporté au niveau planétaire. Si les collectivités territoriales sont capables d'en financer 10%, on peut penser que chaque partenaire ne devrait pas avoir de difficultés pour apporter cette même somme dans la corbeille. Le coût de la construction représente ½ millièmes des dépenses d'armements des pays du G8. Lorsque j'entends les inquiétants propos de Chirac sur l'arme nucléaire, je me dis que cet argent serait mieux employé pour les œuvres de vie que pour les œuvres de mort.

Mais le plus dur reste à faire et Il faut maintenant tout mettre en œuvre pour réussir.

Incontestablement, **une des conditions de la réussite de ce projet est son acceptabilité sociale**. J'ai de ce point de vue quelques inquiétudes que je voudrais illustrer par des exemples qui induisent mes questions :

- **L'emploi :**

A juste titre, le dossier de candidature a mis en avant les emplois de scientifiques associés à ce projet (500 pendant la phase de construction puis un millier en exploitation) et les emplois induits. Faisons attention à la façon dont sont présentés ces chiffres qui ont été instrumentalisés par divers politiques pour redorer un blason quelque peu terni et qui font fantasmer tous ceux qui spéculent sur le foncier. Si nous voulons voir clairement l'impact de cette donnée sur la région, il nous faut faire un bilan complet prenant en compte l'apport d'ITER et les autres évolutions sur le site de Cadarache. Lorsqu'on connaît les réductions régulières d'emploi du CEA auxquelles se rajoutent la fermeture de l'installation de la COGEMA et l'arrêt à plus ou moins long terme de l'installation actuelle de fusion (TORE SUPRA), le bilan me paraît quasiment nul. Heureusement qu'il y a la fusion, sinon la situation serait catastrophique. Peut on avoir un bilan chiffré de cette évolution ?

- **L'école internationale :**

Les premières informations semblent indiquer que l'école internationale risque de devenir une école réservée à une élite où se côtoieraient les "enfants d'ITER" et ceux d'une bourgeoisie locale. S'il en était ainsi, ce serait la mise en place inadmissible d'un système éducatif à deux vitesses mais ce serait aussi lourd de danger pour l'intégration des chercheurs internationaux dans le tissu social régional et donc pour l'acceptation et la réussite du projet lui-même. Pouvez-vous me rassurer en me disant que les moyens en personnel attribués à cette école seront des moyens supplémentaires et ne se feront pas au détriment des autres écoles du département déjà mal en point. Pouvez-vous me dire sur quelle base seront définis les enfants "locaux" qui seront accueillis dans cette école ?

- **Le chantier :**

On prévoit de mettre en place, et c'est bien ainsi, de nombreux moyens pour accueillir les scientifiques et leur famille. Il est symptomatique de constater qu'on se préoccupe beaucoup moins des salariés qui vont travailler sur le chantier. Dans le contexte politique actuel, on peut craindre que la dimension internationale du projet devienne un prétexte pour mettre en concurrence les salariés, faire pression sur les salaires et accélérer une déréglementation du travail.

De là découle toute une série de questions qui touchent à l'accueil de ces familles et au droit du travail. Qui seront ces salariés ? Où seront-ils logés ? Quels moyens seront mis dans les écoles pour accueillir leurs enfants ? De quels statuts, de quels salaires, de quelles conditions de travail bénéficieront-ils ? Peut-on avoir la garantie que le droit du travail français sera appliqué à tous les salariés travaillant sur le site ? Quelle sera la structure chargée de suivre et de contrôler cette application ?

- **Le financement :**

Au-delà de l'apport des collectivités territoriales, la France contribuera pour une part au financement de la construction. Si cette contribution devait se faire au détriment des autres secteurs de la recherche, et notamment du CEA, dont le budget est déjà notoirement insuffisant, cela serait lourd de conséquences. ITER ne doit pas être prétexte pour réduire toujours plus les études sur la fission en sacrifiant le court terme au nom du futur au risque de conduire une part de la communauté scientifique à s'opposer au projet. Il y a nécessité de travailler les deux questions. Encore faut-il financer les deux.

La même question se pose pour la contribution de l'Union Européenne. Il serait d'ailleurs assez invraisemblable qu'elle se fasse au détriment des autres études sur la fusion, toutes aussi indispensables qu'ITER pour avancer dans la maîtrise de cette source d'énergie.

Pouvez-vous préciser les lignes budgétaires qui seront affectées, en France et en Europe, pour ce projet. Aura-t-on un budget spécifique ?